

Qu'on soit brûlé-e ou qu'on pète le feu : le 1er mai, on fait la grève ou on call malade!

Il n'est plus nécessaire de faire la preuve que ça va mal. Juste au Québec, nos acquis sociaux se font démolir depuis des lustres, nos droits individuels et collectifs mangent une volée sans précédent, l'extrême droite s'institutionnalise et les plus marginalisé-es sont la cible de toutes les accusations et écopent doublement.

Dans le communautaire, à travailler avec les populations les plus maganées, les plus vulnérables et les plus marginalisées, les impacts de ces politiques mortifères, on les voit et on les subit déjà. Ce n'est plus une possibilité ou une catastrophe à venir, on baigne déjà quotidiennement dans la câlisse de marde.

On voit le monde souffrir, on se sent souvent comme des vieux « plasters » de moins en moins efficaces, à ne plus savoir quoi prioriser. Et comme nos bailleurs de fonds (publics ou privés) et bien des boss en profitent, on se brûle puis on pète au frette. Et nos conditions matérielles de travail se détériorent aussi. Au final, on est souvent pas ben ben loin nous-même, quand c'est pas déjà le cas, à devoir avoir recours aux services d'autres organismes.

Mais la résistance s'organise!

Un appel a été lancé pour appeler les groupes, organisations et toutes personnes voulant brasser la cage le 1er mai à adopter des mandats de moyens de pression, à organiser des actions autonomes de perturbation ou rejoindre celles qui seront annoncées et prendre part à une manifestation unitaire.

« Devant un avenir qui se referme, cherchons dans ce qui nous rassemble la force de proposer de nouveaux horizons. Face à la peur, l'accablement et l'insoutenable, proposons la résistance, l'organisation collective et la solidarité. »

Non seulement nous endossons évidemment cet appel, mais nous croyons qu'en ce qui a trait à l'adoption de mandats, il est possible d'aller plus loin et de trouver des alternatives. Pour nos camarades du communautaire, mais plus largement de tous les milieux, si on ne peut faire grève, on peut tomber malade.

Effectivement, notre logique est la suivante : pour bon nombre de petits groupes communautaires, il est fort possible d'adopter un mandat de grève et ils devraient le faire. Même si l'impact est souvent plus symbolique qu'économique, cela permet de se libérer du temps pour participer à des actions mais aussi témoigner d'un engagement envers le mouvement de lutte qui se bâtit présentement. Nous ne pouvons donc qu'encourager chaque organisation pouvant le faire à adopter une position conséquente et rejoindre ce mouvement.

Cependant, pour bon nombre de travailleuses du communautaire, notamment celles employé-es dans des organismes en santé et services sociaux ou réduction des méfaits (refuges, SCS, etc.), déclencher une grève peut être une autre paire de manches. Déjà, le droit de grève est extrêmement restreint (voire inexistant) au Québec : il faut être syndiqué et en période de négociation. Quand on n'est pas ciblé par des considérations de services essentielles patentées de toute pièce pour le limiter un peu plus, ou décourager par l'appareil légal de la centrale syndicale... On peut de facto conclure que le nombre de travailleuse-eurs du communautaire qui pourront faire grève sera restreint à certains milieux plus « horizontaux », délaissant nos camarades dans de plus gros organismes.

Alors qu'en plus, dans nos assemblées précédentes sur le burn out, le constat était limpide : ce sont souvent dans ces mêmes organismes où ça tombe comme des mouches en burn out et où les conditions sont les plus précaires. Surcharge, salaire de merde, situations de crise à répétition, boss de culs, le cocktail parfait pour un « trouble d'adaptation »...

Par cohérence avec notre campagne contre le burn out et ses racines, [et par inspiration d'une camarade](#), nous lançons donc cet appel à nos camarades : si vous ne pouvez faire grève, ben le 1er mai, callez off et rejoignez-nous dans une action, sur un piquet de grève ou dans la rue!

Parce qu'un mal-être soudain requiert une absence du travail, mais une présence dans la rue, c'est si vite arrivé. L'État, les boss et le privé nous poussent déjà à l'abattoir chaque jour sans grande considération, autant répliquer à notre manière.

Parce que lutter, c'est aussi prendre soin de soi et des autres. Le 1er mai, on va lutter.

Le Comité communautaire du SITT-IWW Montréal